

**PARTANT MODIFICATION DE L'ARRETE N°24-0015
RELATIF AUX AIRES DE LIVRAISONS**

LE MAIRE ,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants, L. 325-1 à L. 325-3 et R.417-10 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Considérant l'arrêté municipal N° AP-2024-0015 réglementant les emplacements de stationnement réservés aux véhicules de livraisons sur la Commune de Pau ;
Considérant qu'il convient de modifier cet arrêté en tenant compte de rajouts et de suppression d'emplacements, et ce dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Le tableau annexé et visé en article 1^{er} de l'arrêté N°AP-2024-0015 réglementant les aires de livraisons est modifié comme suit :

- 1 emplacement réservé aux opérations de chargement et de déchargement, le temps nécessaire à celles-ci est créé au 1 boulevard Barbanègre, face au portail de l'école élémentaire Maréchal Bosquet,
- L'emplacement rue Jean Réveil est supprimé,
- L'emplacement rue du 14 Juillet au droit des numéros 18 et 20 est supprimé.

Toutes autres dispositions de l'arrêté N°AP-2024-0015 restent inchangées.

ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 3 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Pau, le 08 mars 2024

Publié le

26 MARS 2024


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire